PUBLIC EYE

Plus de mauvaises surprises

Texte, Timo Kollbrunner - Photo, fotolia: S_E



Enfants exploités dans les plantations de cacao, carburants toxiques expédiés en Afrique, asthme mortel près des mines de cuivre – les multinationales ne cessent de violer les droits humains et de polluer l'environnement. L'initiative pour des multinationales responsables veut imposer aux entreprises suisses des règles contraignantes.

i je vous dis « Kinder Surprise », vous pensez à un œuf en chocolat que les enfants sont impatients d'ouvrir pour découvrir quelle surprise il renferme, monter le petit jouet, puis aussitôt l'oublier

pour se délecter de la coquille en chocolat. Mais la véritable surprise, nettement moins réjouissante, est tout autre: il est fort probable que le chocolat des Kinder Surprise ne soit pas seulement destiné aux enfants, qu'il soit également produit par des enfants, employés sur les plantations de cacao. Tout porte à croire que ce soit bien le cas, mais rien n'est certain. Et c'est bien là un des problèmes.

Deux millions d'enfants exploités

Le marché du cacao et du chocolat est contrôlé par une poignée de multinationales qui profitent du travail de millions de familles de cacaoculteurs vivant pour la plupart dans la plus grande pauvreté. Pour déterminer le prix de vente du cacao, le rapport de force est des plus déséquilibrés. Les familles de cacaoculteurs en Côte d'Ivoire ou au Ghana - qui produisent plus des deux tiers du cacao mondial -, gagnent en moyenne 0,50 à 0,90 dollar (US) par jour. De nombreux parents se trouvent ainsi contraints de faire travailler leurs enfants sur les plantations - et même d'autres enfants «vendus» ou kidnappés. Une étude de l'université Tulane estimait en 2015 que plus de deux millions d'enfants travaillaient dans des conditions abusives dans les plantations de cacao de ces deux pays.

Une filière opaque

Ferrero, qui produit le chocolat Kinder, est une entreprise italienne. Mais quand on s'intéresse à l'industrie du chocolat, tous les chemins mènent en Suisse, puisque la Confédération abrite non seulement le siège du premier transformateur de cacao au monde, Barry Callebaut, mais aussi celui de Nestlé et de Lindt & Sprüngli. Pour ces sociétés comme pour tous leurs concurrents, il est impossible de savoir d'où provient le cacao qu'elles achètent. Après la récolte, les fèves

de cacao sont mélangées et torréfiées dans de grosses usines, et il est alors impossible de retracer de quels cacaoculteurs elles proviennent. Et si monter un jouet de Kinder Surprise peut parfois être un vrai casse-tête, remonter la filière du chocolat est tout bonnement impossible aujourd'hui.

Les mesures volontaires sont insuffisantes

L'industrie du cacao et du chocolat est emblématique des dérives de la mondialisation: des multinationales toujours plus puissantes maximisent leurs profits aux dépens de personnes sans défense. Et la Suisse joue un rôle central dans cette injustice: grâce à sa prospérité et sa politique économique, elle est prisée par de nombreuses multinationales notamment la plupart des principaux négociants en matières premières, des géants de la pharmaceutiques ou encore des banques dont les activités occasionnent régulièrement des violations de droits humains.

Si la plupart de ces entreprises font timidement croître leur département Responsabilité sociale, publient de flamboyantes déclarations d'intention et font de tout petits premiers pas, le fond du problème reste le même: la protection des droits humains et de l'environnement est encore bien trop souvent sacrifiée sur l'autel du profit. Et au vu des dernières évolutions, il ressort sans l'ombre d'un doute que les mesures volontaires de la part des entreprises ne sont clairement pas suffisantes pour empêcher les violations des droits humains et protéger l'environnement.

Besoin de règles contraignantes

C'est pourquoi une coalition de plus de 80 organisations - dont Public Eye et Slow Food - a lancé l'initiative pour des multinationales responsables, qui demande que les entreprises domiciliées en Suisse soient tenues de respecter certaines normes en matière de droits humains et d'environnement, et ce également dans leurs activités à l'étranger. Et la population a vite pris toute la mesure de la situation et reconnu la nécessité d'agir: un an après le lancement de l'initiative, les signatures nécessaires à son dépôt avaient déjà été réunies. Du côté des milieux économiques, nos revendications semblent toucher une corde sensible, puisque les lobbies Economiesuisse et Swissholdings travaillent main dans la main à l'élaboration d'une contre-initiative. Si la votation n'aura lieu que fin 2018 au plus tôt, la campagne est déjà lancée.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'INITIATIVE, CONSULTEZ LE SITE WWW.PUBLICEYE.CH/INITIATIVE



Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres.

Par son travail d'enquête et de campagne, elle lutte contre les injustices trouvant leur origine en Suisse et demande le respect des droits humains partout dans le monde. Association indépendante, Public Eye agit ici pour un monde plus juste.